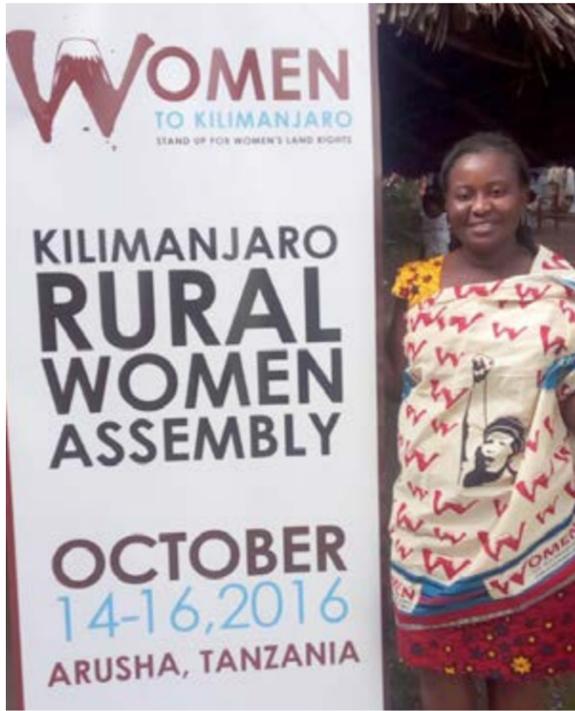


INITIATIVE KILIMANDJARO

Les femmes réclament l'égalité dans l'accès à la terre Plus haut pour se faire entendre



L'Afrique s'est enrichie d'une nouvelle Charte. La CHARTE DES REVENDICATIONS : REALISATION DES DROITS FONCIERS DES FEMMES EN AFRIQUE, écrite et adoptée à Arusha par les femmes rurales, pour les décideurs africains. Elles étaient plus de quatre cent (400) femmes africaines à MARANGU Porte le 15 octobre 2016, au pied du Mont Kilimandjaro en Tanzanie. Engagées et déterminées, elles sont venues représenter les

femmes rurales des diverses contrées africaines. Cinq (5) jours plus tôt, le 10 octobre 2016, trente-deux(32) intrépides ont, trois jours durant, affronté l'ascension (à pieds) de la plus haute montagne d'Afrique : LE KILIMANDJARO. Vingt-deux (22) sont arrivées à UHURU Peak au sommet, à 5895 mètres au-dessus du niveau de l'Océan Indien.

Et là je me suis dite en moi-même « Je sais que nous combattons le bon combat et je crois que Dieu ne nous abandonnera pas », « Aussi le combat doit arriver à la fin » "Luttons pour les droits fonciers des femmes en Afrique". S'est exclamée Mme Augustina TAKAH AKIME, Camerounaise, la cinquantaine dépassée.

Peut-être pour faire écho à « tu mangeras à la sueur de ton front », ou « tu enfanteras dans la douleur ». Des expériences de femmes...

L'INITIATIVE KILIMANDJARO, conçue de l'imaginaire de quinze (15) femmes en 2012, s'impose comme un symbole de défi et de victoire. En Afrique sub saharienne, les femmes sont majoritaires dans le secteur agricole soit près de 60%. Elles sont à l'origine de 60% à 80% de la production alimentaire du continent. Mais, la tradition et les coutumes qui ont cours dans nos pays, dénie l'accès à la propriété foncière aux femmes.

Une injustice dont elles sont victimes malgré les diverses législations. Aujourd'hui les femmes rurales d'Afrique réclament l'égalité de droits. Etre propriétaire d'une parcelle de terre, ou encore avoir un accès sécurisé aux terres cultivables, avoir accès au crédit et aux ressources productives

L'ASCENSION DU MONT

EST UNE
EXPÉRIENCE
QUE JE
N'OUBLIERAI
JAMAIS
DE TOUTE
MA VIE »



AUGUSTINA TAKAH AKIME

« Nous étions toutes au nombre de 32.... Le samedi 8 octobre, notre programme et les instructions préparatoires ont commencé vers 9h30....

Lundi 10 octobre, le jour J est finalement arrivé. A 14h00, nous avons commencé notre randonnée pour Mandara Hut qui était à une distance de 6kms, environ 3 heures de marche ...

Mardi 11 octobre, le jour 2 de la randonnée, l'heure du réveil était 6h00 petit déjeuner: 06h30, départ pour Horombo Hut : 07h 30, c'était un trajet de 11 kms et nous avons fait la randonnée en 7 heures. Nous avons rencontré beaucoup de difficultés à porter nos sacs ...

Nous avons dû faire face à différentes

Suite à la page...

NOTRE TERRE EST NOTRE VIE ...

Les femmes rurales d'Afrique se sont hissées sur le toit du continent pour clamer :

« Notre Terre, nos Vies, Femmes mobilisons-nous. » Ce n'est pas un slogan de plus, mais un cri du cœur qui invite à la raison et à l'action.

Notre Terre... La terre est une propriété commune aux hommes aussi bien qu'aux femmes.

Nos Vies... Travailler la terre, c'est se nourrir, c'est aussi nourrir les autres, c'est l'expression d'une vie descendue et de son corollaire de mieux-être. En Afrique la femme travaille la terre. Du haut du Kilimandjaro, les femmes rurales ont poussé un cri du cœur à la conquête de plus de dignité. Se sentir propriétaire d'une exploitation agricole et responsable de sa mise en valeur au bénéfice de leur famille et de leur communauté. Le 15 octobre 2016 à MARANGU Porte en Tanzanie, toutes les femmes rurales d'Afrique par leurs représentantes ont d'une voix très forte et unie interpellé les décideurs du continent à l'objectivité et à la raison «... pour influencer les politiques foncières au niveau global, régional et national en faveur des femmes rurales, de sécuriser leurs droits d'accès aux ressources qu'elles utilisent, d'identifier et de résoudre les défis auxquels elles font face ».

En caravanes en avions et en chansons ...

Elles sont venues de vingt-deux (22) pays : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, RDC, Ghana, Gambie, Nigeria, Liberia, Zimbabwe,

Kenya, Malawi, Mozambique, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Togo, Tchad, Ouganda et Zambie. En caravanes pour les plus proches, en avions et en chanson aussi ! La Sierra Léonaise O délia KOROMA a composé et entonné l'hymne du KILIMANDJARO repris par toutes. Kilimandjaro nous allons réussir là! Que notre voix soit entendue, que nos revendications soient connues!

Que notre terre est notre vie. Cinq mots « Notre Terre est notre Vie » qui résument le contenu de la CHARTE DES REVENDICATIONS : REALISATION DES DROITS FONCIERS DES FEMMES EN AFRIQUE adoptée en assemblée générale (14-16 octobre 2016) à Arusha pendant la conquête du Kilimandjaro. Cette Charte a été élaborée à travers un processus consultatif impliquant les membres des Assemblées des femmes rurales et des fora des femmes agricultrices de plus de vingt-deux (22) pays.

Les femmes ont parlé...

La principale revendication : « L'autonomisation des femmes en leur permettant d'accéder à leurs droits, à la technologie et aux ressources financières pour améliorer leurs moyens d'existence et celles de leurs familles. L'évaluation des terres et des ressources naturelles afin qu'elles puissent s'exprimer et défendre leurs droits fonciers acquis ».

A la clôture de l'évènement, Mme Mary Nsemwa, présidente du conseil d'administration d'Action Aid Tanzanie, a déclaré : « Il est incontestable

LE WILDAF 'EN GUIDE DE MONTAGNE' VERS LE KILIMANDJARO



L'engagement de WILDAF A.O. dans l'INITIATIVE KILIMANDJARO est en phase avec ses objectifs. « Contribuer à la réduction de la pauvreté en soutenant les femmes rurales afin qu'elles s'organisent

et agissent en vue de bénéficier de leurs droits économiques, sociaux et politiques sur une même base que les hommes. »

Le WILDAF (Women ni Law and Développement en Africa / Femme Droit et Développement en Afrique) Afrique de l'Ouest est un réseau panafricain établi en 1990. Il est présent dans dix (10) pays. En 2013 il adhère à International Land Coalition (ILC). A ce titre WILDAF coordonne la mobilisation des femmes rurales dans cinq (5) pays le Bénin, le Cameroun, la République Démocratique du Congo, le Sénégal, le Tchad et le Togo dans le cadre de l'INITIATIVE KILIMANDJARO.

Dans chacun de ces six (6) pays, des organisations membres de l'ILC et de la Société Civile actives dans le domaine foncier et des droits des femmes sont identifiées et invitées à prendre part à la mobilisation autour de KILIMANDJARO.

En octobre 2015, sur la base des témoignages de femmes, de la documentation des histoires et des bonnes pratiques des femmes rurales face aux problèmes qu'elles rencontrent dans l'exercice de leurs activités agricoles, deux outils de plaidoyer et de sensibilisation conçus par WILDAF-AO appuient les femmes dans la réalisation des plaidoyers et des sensibilisations en direction des autorités.

La foire aux idées organisée par ILC lors du Forum Foncier Mondial à Dakar du 12 au 17 mai 2015a été une occasion pour le WILDAF de présenter l'INITIATIVE KILIMANDJARO.

La célébration de la neuvième édition de la Journée Internationale de la femme rurale le 15 octobre 2015, placée sous le thème : « le rôle et l'apport décisifs des femmes rurales, dans la promotion du développement agricole et rural, l'amélioration

de la sécurité alimentaire et l'élimination de la pauvreté en milieu rural » a été l'occasion pour le lancement de l'INITIATIVE KILIMANDJARO dans les différents pays. Diverses activités ont été menées dans les pays que coordonne le WILDAF-AO.

Au Bénin, une étude sur les conditions de vie des femmes rurales présente

la situation actuelle de la femme rurale en matière d'accès à la terre et aux autres ressources. Elle expose les retombées positives de l'amélioration des conditions d'accès et d'exploitation de la terre.

Au Sénégal, la commémoration de la journée internationale de femme rurale a été marquée



par des rencontres dans les exploitations. L'occasion de constater les obstacles que les femmes rurales rencontrent en matière d'accès à la terre, et d'envisager les stratégies et solutions à développer pour garder le contrôle de la terre une fois qu'elles en ont accès.

Le choix de la ville de Goma au nord Kivu en RDC est tout un symbole au regard de tous les sévices

Suite à la page...

INITIATIVE KILIMANDJARO Plus haut pour se faire entendre

Les femmes réclament l'égalité dans l'accès à la terre

que l'obtention des droits fonciers des femmes et l'obtention de leurs bénéficiaires de la terre sont les instruments clés de la lutte contre la pauvreté et l'injustice... Nous devons nous lever individuellement et collectivement pour revendiquer notre droit à la terre !

Les femmes rurales d'Afrique ont parlé. Elles exigent la fin de la rhétorique et insistent sur la garantie des droits fonciers.

QUINZE FEMMES A DAR ES SALAM

Il a fallu quatre années (juillet 2012 à octobre 2016) pour transformer le désir de quinze (15) femmes réunies à Dar es Salam en Tanzanie du 10-12 juillet 2012 en 'Acte fondateur d'une légitime aspiration': «...faire avancer le droit des femmes rurales face à la discrimination en matière de droit foncier et identifier les impacts négatifs de cette situation sur les femmes et le développement ».

La pertinence de cette conquête a retenu l'attention de plusieurs ONGs. Pour traduire ce désir en actions concrètes, les Organisations telle qu'ILC (International Land Coalition), WILDAF, OXFAM, ACTIONAID, TGNP (Tanzania Gender Networking Programme) et autres, se sont mobilisées pour soutenir ces femmes rurales pionnières, dans la réalisation de leur objectif. L'idée a fait son chemin et L'INITIATIVE KILIMANDJARO est née. D'autres institutions spécialisées donnent forme au projet.

• En Août 2013, une audience panafricaine sur les terres a eu lieu à Johannesburg. Les femmes d'Afrique présentent leurs expériences et leurs défis sur le foncier.

• En novembre 2014, à Addis-Abeba, les ONG planifient la mise en œuvre de l'Initiative Kilimandjaro et décident de créer un conseil des femmes rurales

Rendez-vous en octobre 2016 en Tanzanie. Octobre 2016 est propice à plusieurs opportunités pour les femmes. On y célèbre la Journée Internationale des femmes rurales, et la Journée Mondiale de l'Alimentation. En outre 2016 est une année de transition des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) vers les Objectifs du Développement Durable (ODD). La vision du développement des femmes rurales devrait être prise en compte.

Le WILDAF dans la mobilisation...

L'expertise de terrain du WILDAF : (Women in Law and Development in Africa ; Femme Droit et Développement en Afrique) (bureau sous régional Afrique de l'ouest) est sollicitée. En sa qualité de membre d'ILC depuis 2013, le WILDAF est chargé de la mobilisation en Afrique de l'ouest et du centre des femmes rurales du Bénin, du Cameroun du Sénégal, de la RDC, du Tchad et du Togo, avec l'appui du PROPAL.



... elles s'expriment...

Les activités de plaidoyer et de lobbying organisées dans ces pays sur l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes rurales visent à éveiller l'attention du public et des autorités et à conduire vers l'apothéose du KILIMANDJARO et l'amorce des solutions qui s'imposent.



Liesse au pied du Kilimandjaro le 15 octobre 2016

africaines. Une représentante par région (nord, ouest, centre, est et sud du continent).

Se faire entendre...

La mobilisation commence. Au niveau national, se réunissent des représentantes des femmes rurales. Elles s'organisent pour la mise en œuvre de l'INITIATIVE. Les femmes rurales utilisent toutes les occasions de rencontre pour partager leurs histoires, leurs succès, leurs défis et leurs aspirations. L'identification et la planification des actions locales et nationales ainsi que la documentation de ces histoires vont permettre le partage avec les autres femmes sur tout le continent, en vue de la rédaction de la CHARTE DES REVENDICATIONS.

80% DE LA NOURRITURE PRODUITE PAR LES FEMMES

L'Afrique compte environ 1,2 milliard de personnes dont 52% de femmes. La majeure partie des femmes africaines en milieu rural vivent de l'agriculture et sont dépendantes de ressources naturelles qui sont indispensables à la production agricole. Le changement climatique de ces dernières années a un effet négatif sur les récoltes ce qui accentue l'insécurité alimentaire.

Les femmes fournissent au moins 50% de la main d'œuvre agricole en Afrique subsaharienne. Elles ont

un accès et un contrôle très faibles sur les ressources. Les problèmes d'accès à la terre et aux nouvelles technologies agricoles ne font qu'accroître les difficultés rencontrées par les femmes agricultrices dans leur quotidien. Les femmes rurales affrontent de nombreux obstacles pour être entendues dans les mécanismes de prises de décisions les concernant.

Selon la FAO (Organisation Mondiale pour l'Alimentation), si les femmes bénéficiaient du même accès aux ressources productives que les hommes, elles pourraient produire 20 à 30% de plus de récoltes. L'équivalent pour nourrir 100 à 150 millions de personnes supplémentaires dans le monde.

L'Afrique de l'ouest constitue la zone la plus défavorable aux femmes en matière de propriété foncière. 8% de propriété en moyenne contre 25% en Afrique de l'Est. Quand les femmes sont propriétaires, leur patrimoine foncier tend à être plus petit et moins fertile que celui des hommes. Le même constat s'impose pour l'accès au crédit. Les banques considèrent les femmes comme des clients à risques.

Inverser la tendance...

Ce constat n'est heureusement pas une fatalité. Les femmes bénéficient d'un environnement favorable dans leurs exploitations agricoles, elles prennent des initiatives d'entrepreneurs. Elles décident, elles gèrent, elles assument l'ambition d'extension de leurs exploitations. Elles prennent les risques de gérer un crédit. Elles assurent la scolarisation des jeunes filles et contribuent au bien-être économique des familles, et par extension à celui de la communauté, et du pays.

C'est l'une des conclusions de la Campagne CULTIVONS initiée par l'ONG OXFAM dans plus de quarante-cinq (45) pays depuis juin 2011.

DES INITIATIVES ET DES INITIATIVES

21 ans après la 4ème Conférence Internationale de l'ONU sur les Femmes à Beijing en 1995, partout dans le monde, les femmes revendiquent et obtiennent difficilement la reconnaissance de l'égalité des droits avec les hommes. Souvent à travers des déclarations et des célébrations. Et pourtant des instruments internationaux et régionaux existent :

- Les instruments internationaux relatifs aux Droits de l'Homme de la Déclaration Universelle dès 1948, la CEDEF (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes) en 1979, à la Déclaration de Beijing 1995,
- La Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples d'Afrique (charte de Banjul)

• La Charte Africaine sur la démocratie, les élections et la bonne gouvernance

• La Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones et la Charte Africaine Droits Humains et des Peuples

• Le Protocole à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples ratifiée par 36 pays de l'UA (protocole sur les droits de la femme en Afrique/ protocole de Maputo, 2003)

Reste la jouissance effective de ces droits, en particulier en Afrique. Quarante-quatre (44) années après la célébration de la première Journée de la Femme Africaine le 31 juillet 1973, la liste des inégalités entre l'Africaine et l'Africain est encore très longue. Depuis le berceau et les villages, jusque dans les bureaux feutrés des villes. Les rares



exceptions confirment l'évidence.

• L'Union Africaine a déclaré l'année 2015 « Année de l'autonomisation des femmes et de développement vers l'agenda 2063 de l'Afrique ».

• Lors du 26ème Sommet de l'Union Africaine, l'année 2016 a été déclarée "l'année Africaine des Droits de l'Homme avec un accent particulier sur les droits des femmes". Le comité technique spécialisé de l'UA sur l'agriculture, l'eau et l'environnement a recommandé aux Etats membres d'allouer au moins 30% des terres aux femmes ;

La première femme Présidente de la Commission de l'UA, la Sudafricaine Mme Dlamini ZUMA (en fin de mandat) a déclaré «Je suis dans les derniers mois de mon mandat, mais je suis résolu de continuer à lutter pour les droits des femmes africaines parce que peu importe ce que je suis et je vais me rappeler que je suis une femme africaine, une mère ».

A l'ONU, le nouveau Secrétaire Général le portugais Antonio Guterres vient d'augmenter le nombre de femmes aux postes de sous-secrétaire général. Parmi les nouvelles une nigériane.

La Journée Mondiale de la Femme Rurale est un moyen d'obtenir reconnaissance et appui pour les multiples rôles joués par les femmes rurales qui sont majoritairement des agricultrices. Tenant compte du fait que les Nations Unies sont en train de finaliser les outils de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable, il est impératif que les voix des femmes rurales doivent soient entendues.

L'ASCENSION DU MONT EST UNE EXPERIENCE QUE JE N'OUBLIERAI JAMAIS DE TOUTE MA VIE »

06h30, départ pour Horombo Hut : 07h 30, c'était un trajet de 11 kms et nous avons fait la randonnée en 7 heures. Nous avons rencontré beaucoup de difficultés à porter nos sacs ...

Nous avons dû faire face à différentes sensations telles la nausée, les étourdissements, les vomissements, les cœurs qui battaient plus vite et certaines femmes s'étaient même effondrées, toutefois, nous remercions Dieu, nous avons franchi l'étape....

Le mercredi, 12 octobre, jour 3 de la randonnée, a été appelé « jour d'acclimatation »....

Le jeudi 13 octobre 2016 a été une autre journée de marche très longue et fastidieuse.

Je dirai ici que c'était le début d'une épreuve avec des conditions climatiques

Suite de la page...

INITIATIVE KILIMANDJARO Plus haut pour se faire entendre

Les femmes réclament l'égalité dans l'accès à la terre

LE WILDAF 'EN GUIDE DE MONTAGNE' VERS LE KILIMANDJARO

dont sont victimes les populations et les femmes en particulier. Dans le cahier de charge adressé aux élus locaux, et au gouvernement, les femmes réclament plus de justice sociale et d'équité dans l'accès des femmes et des hommes aux droits fonciers sécurisés, et la parité dans les instances de prise des décisions dans le milieu rural.

Au Togo, des émissions télévisées et radiophoniques ont été organisées pour



promouvoir l'INITIATIVE KILIMANDJARO mais aussi pour amener la population et les autorités à prendre conscience des difficultés de la femme et d'œuvrer pour le respect des droits de la femme rurale. En Afrique dans presque tous les domaines, les populations souffrent de la non application des dispositions légales votées par les gouvernements.

L'atelier tenu au Cameroun sur « les dispositions des instruments internationaux ratifiés par le Cameroun et le cadre légal et réglementaire camerounais en matière foncière » a été l'occasion de la réflexion sur l'application des lois foncières camerounaises qui confèrent un droit d'accès des femmes à la terre et les différentes facettes de la contribution des femmes rurales au développement du Cameroun.

La mise en œuvre de l'INITIATIVE KILIMANDJARO en collaboration avec d'autres organisations de défense des droits humains dans les cinq (5) pays a permis d'établir un partenariat solide entre ces organisations.

Capitaliser L'INITIATIVE KILIMANDJARO



Un outil de communication a été créé par le WILDAF-AO et utilisé aux ateliers de planification dans les cinq (5) pays. Il s'agit d'une présentation autour de la genèse de l'INITIATIVE KILIMANDJARO. L'utilisation de cet outil a eu un effet positif car elle a permis aux participants



des différents ateliers nationaux de s'approprier la vision de l'INITIATIVE, de planifier les activités et de comprendre leurs rôles dans la mise en œuvre du projet.

L'outil de plaidoyer financé par OXFAM SOLIDARITE, est un catalogue de photos et de témoignages des femmes agricultrices telle une lettre personnelle adressée aux législateurs et aux autorités politiques.

Femmes mobilisons-nous...

La connaissance de leurs droits d'accéder à la terre au même titre que les hommes amène les femmes rurales à s'opposer aux violations de leurs droits dans leurs différentes communautés. Les femmes rurales initient des plaidoyers qu'elles réalisent à l'endroit des élus locaux et des décideurs politiques de leurs pays. Cette prise de conscience et cet élan de solidarité entre les femmes rurales constituent de réels facteurs pour la réussite de l'INITIATIVE.

La célébration de la Journée Internationale de la Femme le 08 mars 2016 intervient dans le cadre de la campagne CULTIVONS au cours de laquelle le WILDAF-AO avec d'autres organisations ont lancé une campagne digitale régionale autour de l'INITIATIVE. La mobilisation digitale a servi de puissant outil de plaidoyer à l'endroit des gouvernements et des populations sur l'importance du respect des droits fonciers de la femme.

Une plateforme d'action a été lancée pour récolter des signatures et envoyer des messages aux dirigeants des principales organisations gouvernementales de l'Afrique de l'Ouest dont la CEDEAO, UEMOA et OMVS qui ont la capacité de formaliser les revendications pour les droits fonciers des femmes. Au départ, l'objectif visé était de recueillir 10.000 signatures. Finalement, 8296 emails ont été envoyés et le même nombre de signatures a été obtenu.

Plaidoyer au niveau de l'UEMOA. Le 19 Octobre 2016, une délégation de femmes rurales emmenée par Simone Traoré de la Confédération Paysanne du Faso (CPF) qui était à Kilimandjaro et accompagnée de Olivia (Honduras) et Raquel (Guatemala), a rencontré le Président de l'UEMOA à Ouagadougou! Il a reçu la charte des 15 demandes des femmes rurales qui se sont rendues à Arusha en Tanzanie. Il s'est montré ouvert à continuer la discussion sur les enjeux soulevés par les femmes rurales et voir comment l'UEMOA pourrait y répondre. Les décideurs de la CEDEAO ont également été interpellés sur la charte des femmes rurales lors de la Réunion du Comité Consultatif pour l'Agriculture et l'Alimentation (CCAA) organisée les 09 et 10 Décembre 2016 à Abuja. La

très rudes où tout semblait anormal et l'oxygène semblait inexistant avec une température de -1°C.

Les dispositions avaient été prises pour des services d'ambulance et des installations médicales, cela a rendu la tâche facile à gérer...

Et là je me suis dite en moi-même « je sais que nous combattons le bon combat et je crois que Dieu ne nous abandonnera pas, « Aussi le combat doit arriver à sa fin » "Luttons pour les droits fonciers des femmes en Afrique". J'ai repris des forces, avec la grâce spéciale de DIEU, nous sommes arrivées à Kibo Hut après une randonnée de près de 10 heures. Il était environ 17h30 Nous nous sommes reposées pendant environ 5 heures de temps et plus tard nous sommes parties pour la montée du sommet ; il était environ 22h30...

Le samedi 15 octobre, nous sommes toutes descendues au pied de la montagne,



22 femmes au sommet du Kilimandjaro

c'est-à-dire à l'entrée de MARANGU où nous avons été accueillies en liesse par les femmes africaines et d'autres participantes des différentes régions. Nous remercions Dieu de nous avoir ramenés toutes vivantes, pas comme certains 'blancs' qui sont morts le dimanche 9 octobre. Dieu nous a gardés et protégés...

Le dimanche 16 octobre, la Charte des revendications a été remise par la Présidente de l'Assemblée panafricaine au représentant de l'UA.

Lundi 17 octobre, c'était le départ pour le Cameroun et je suis arrivée le 18 octobre à la maison où j'ai retrouvé ma famille et tous les membres de WIFROH en bonne santé !

Augustina TAKAH AKIME.

charte des femmes rurales a été remise au commissaire de la CEDEAO par une délégation des femmes rurales venant du Nigeria à la tête de laquelle se trouvait la présidente du conseil panafricain des femmes rurales Lovelyn Nnena.

différentes communautés.

Le WILDAF dans la métamorphose du milieu rural

L'engagement du WILDAF aux côtés des femmes du monde rural date de 2009. Le Réseau a en ce temps-là, initié des actions de renforcement de capacités et de plaidoyer non seulement des femmes rurales mais aussi de toute autre acteur impliqué ou affecté par le respect ou le non-respect des droits des femmes. Pendant six (6) ans de 2009 à 2015 a été une période qui a vu des avancées notables dans les zones où WILDAF a mené des actions. Le WILDAF a fait de l'autonomisation des femmes une priorité qui permet à ces dernières de jouir de leurs droits civils, socio-politiques et économiques dans le cadre de leur vie familiale, professionnelle et communautaire. Des changements positifs en ont résulté. Il y a des améliorations significatives dans les relations entre hommes et femmes. Les membres des communautés ont pris conscience et compris que les femmes dans l'agriculture, autant que les hommes, sont des acteurs incontournables si on veut mettre fin à la pauvreté et faire de la



La non maîtrise des nouvelles technologies de l'information et de la communication par les femmes rurales est un obstacle évident. Souvent, le contact entre femmes dans la recherche de résolutions communes ne peut s'établir que via les organisations partenaires. Preuve de la manifestation d'une solidarité entre les



Le groupe de WILDAF

élites féminines et la base. La barrière linguistique aussi réduit l'avancé de la mobilisation. Les femmes rurales sont pour la plus part des personnes peu instruites et elles ne maîtrisent que la langue de leurs communautés. Ce qui rend difficile les échanges entre les femmes de

sécurité alimentaire une réalité. L'action de ces communautés a permis à 3101 femmes d'avoir accès à la terre, à 4651 de bénéficier de crédit et 3037 femmes d'améliorer leur connaissance en matière technologique.

© WILDAF-AO décembre 2016